

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

D/SPR/VJ/1410/2023

avenue des Frères Lumière - ZAC des Chabauds
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-00759-2023 / LRAR N°1A 194 569 0783 2
Code AIOT : 0006401268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la captation des effluents, la gestion des installations de traitement des poussières, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites d'émission.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon
- Code AIOT : 0006401268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats SAS exploite une carrière aux lieu-dits « plan de perussis » et « les iscles du temple », sur la commune de Cavaillon.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des

ICPE. Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°44 du 23 avril 1997 et n°33 du 8 avril 2002, modifiés par les arrêtés complémentaires du 21 mai 2015, du 26 septembre 2018 et du 10 mai 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale sur le suivi des rejets atmosphériques des installations de traitement de matériaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m3/h.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > b)	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 3 non-conformités au cours de cette visite, relatives aux rejets canalisés de poussières, qui ont conduit l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier de demande d'enregistrement. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.
Constats : Les installations de traitement des matériaux sont munies de dispositifs de capotage et de bardage visant à limiter les émissions de poussières, au niveau des convoyeurs et des installations de broyage / concassage. Le process comporte un dépoussiéreur, installé au niveau du broyeur

tertiaire dénommé "BR4". Ce dépoussiéreur, de type filtre à manches, a été installé en fin de chaîne de production, compte tenu de la granulométrie et du taux d'humidité des produits à cette étape.

Toutefois, l'inspection constate que la cheminée associée au dépoussiéreur est orientée vers le bas, ne permettant pas ainsi de favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.



Filtre à manches

Cheminée du filtre à manche

Observations :

L'exploitant doit, sous 3 mois, proposer des actions correctives afin que la forme du conduit d'évacuation du dépoussiéreur du BR4 permette de favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. Ces actions doivent être mises en œuvre au plus sous 6 mois à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Lorsque les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm^3), rapportés à des conditions normalisées de température ($273,15^\circ$ Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en poussières sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm^3) sur gaz sec.

Constats :

Le rapport de mesure APAVE n°100046714-001 v1 du 05/05/2023, relatif au contrôle effectué le 03/04/2023 sur les rejets du broyeur BR4, mentionne que :
- le prélèvement a été réalisé sur une durée d'une heure ;

<ul style="list-style-type: none"> - le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux, rapportés à des conditions normalisées de température et de pression sur gaz secs ; - la concentration en poussières mesurée est de 1,59 mg/ Nm³ sur gaz sec.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 / arrêté préfectoral du 23/04/1997, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 41 de l'arrêté Ministériel du 26/11/2012</u> : Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm³ ; – pour les autres installations : 40 mg/Nm³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm³ pour les installations nouvelles. <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p><u>Article 19.II de l'arrêté préfectoral du 23/04/1997</u> : le flux des poussières sur ce rejet sera d'au plus 90g/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations fixes de traitement (hors drague) ont une puissance de 956kw. L'installation est donc soumise à la valeur limite de 20 mg/Nm³ en poussières. Cette valeur est contrôlée deux fois par an par l'exploitant : pour 2023, une mesure a été effectuée le 03/04/2023 et une seconde le 20/10/2023 (rapport en attente au jour de l'inspection). L'inspection a également constaté que deux mesures ont été effectuées en mars et octobre 2022.</p> <p>Les principales valeurs mesurées lors du contrôle du 03/04/2023 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit : 1670 m³/h - vitesse d'éjection : 8,3 m/s - poussières totales : 1,59 mg/ Nm³ - PM 10 : 98,90 % de 1,59 mg/ Nm³ <p>Le flux en poussières est donc de 2,6 g/h.</p> <p>Les valeurs mesurées sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m3/h.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > b) / Arrêté préfectoral du 23/04/1997, article 19.II
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m3/h.
Prescription contrôlée :

Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes : [...]

b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m³/h.

Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Article 19.II de l'arrêté préfectoral du 23/04/1997 :

Les périodes de pannes ou d'arrêts de dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières de gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Constats :

L'exploitant indique que le système de dépoussiérage fait l'objet du suivi décrit ci-après :

- contrôle visuel toutes les 5 à 6 semaines, afin de contrôler l'absence de panache en sortie de conduit ;
- contrôle sur site du constructeur 3 fois par an : à ce sujet, l'exploitant présente les 2 derniers rapports de contrôle du filtre effectués par la société Varvier filtration (interventions du 27/09/2023 et du 04/05/2023, avec mention du changement des poches usagées).

L'exploitant précise également :

- qu'il dispose d'un jeu de manche de secours (vues sur site) ;
- que la chaîne de production est arrêtée en cas d'indisponibilité du filtre.

Toutefois, les périodicités et les conditions d'entretien ne sont pas documentées par l'exploitant.

Observations :

L'exploitant doit, sous 1 mois, établir une procédure décrivant les périodicités et les conditions d'entretien du filtre à manche, ainsi que la conduite à tenir en cas d'indisponibilité du système de filtration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon :

- la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m³ ;

<ul style="list-style-type: none"> - la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m³ ; - la norme NF EN ISO 23210 (2009) pour la part de particules PM10, <p>sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au 4e alinéa de l'article 39 du présent arrêté. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de mesure APAVE n°100046714-001 v1 du 05/05/2023, relatif au contrôle effectué le 03/04/2023 sur les rejets du broyeur BR4 mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la société APAVE Chateauneuf les Martigues a effectué le prélèvement : cette entité dispose bien d'un agrément 1a pour le prélèvement des poussières en veine gazeuse, ainsi que des agréments 13, 14 et 15 (teneur en O2, vitesse et débit, teneur en vapeur d'eau), valables jusqu'au 30/06/2025 ; - la société TERA Contrôle Chateauneuf les Martigues a effectué l'analyse des poussières : cette entité dispose bien d'un agrément 1b pour l'analyse des poussières, valable jusqu'au 31/12/2024. Ce laboratoire mentionne la norme NF EN 13284-1 pour l'analyse des concentrations en poussières. Toutefois, le rapport de la société TERA stipule que la répartition granulométrique a été sous-traitée à la société Algade, qui a effectué une mesure selon la norme NF X 11-661 et non la norme NF EN ISO 23210.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la prochaine campagne de quantification des PM10 est bien effectuée selon la norme NF EN ISO 23210.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>